



Envolée des inégalités : gros dégâts sur les contrats sociaux

La montée
en puissance
de la Chine

Pour une
démographie
efficace

Un monde
menacé par
le réchauffement
climatique

Coup de
projecteur sur
la compétition
France / Allemagne

La zone euro
face aux autres pays
développés

Appauvrissement
des états,
enrichissement des
actionnaires

L'indispensable
rentabilité des entreprises
exportatrices

L'urgente
réforme des
retraites

L'urgente
réforme des services
publics

Fondamentaux
de la guerre économique
et monétaire

LE SORT DU MONDE EST ENTRE LES MAINS DES ÉLECTEURS AMÉRICAINS... MAIS L'EUROPE PEUT AIDER

Les deux principales menaces qui risquent, à moyen ou peut-être même à court terme, de compromettre la reprise économique des pays développés, ne sont ni la Chine, ni le dérèglement climatique. Elles sont internes :

- la première est le délitement des contrats sociaux, qui conduit tout droit à des guerres civiles,
- la seconde est la profonde détérioration des situations financières de la quasi-totalité des pays développés, qui accroît le risque de retour aux politiques d'austérité dans la zone euro, et de nouvelles crises financières mondiales.

Derrière ces menaces internes, il y a une cause commune : c'est l'envolée des inégalités de revenus et de patrimoines. Les États-Unis ayant plusieurs longueurs d'avance dans la transformation en moderne ploutocratie, rien ne peut aboutir sans leur accord. La constatation est la même pour l'autre grand challenge que représente la transition climatique. Or toute négociation en ce domaine risque de devenir impossible si Joe Biden et les démocrates perdent leur majorité en novembre 2022. Jusque-là, il faut que toutes les énergies européennes soient consacrées à cet objectif. L'Europe ne doit pas gaspiller ce créneau d'un an dans des affrontements stériles entre membres de la zone euro. Au-delà, la période de retour aux refus du multilatéralisme peut durer quatre ans de plus, si les démocrates n'arrivent pas à reconquérir la majorité des deux chambres en 2024. On ne peut même pas exclure le scénario cauchemar que serait le retour de Trump à la présidence. Remarquons qu'en revanche une réussite face à ces deux menaces serait un atout précieux pour Biden et les démocrates.

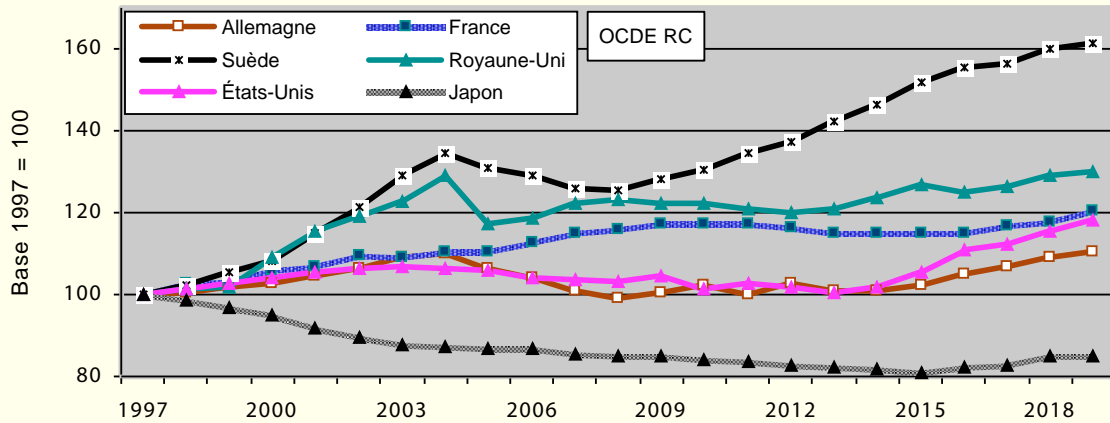
À QUI PROFITE LA MONDIALISATION FINANCIÈRE ?

Maintenant que l'emploi repart, et que les prix de l'énergie flambent, le pouvoir d'achat reprend la première place dans les préoccupations des citoyens-électeurs. Les limiter à l'évolution du pouvoir d'achat moyen est à la limite de l'escroquerie intellectuelle. Dans son calcul, chaque classe pèse pour sa part dans le revenu national. Or le revenu moyen d'un ultra-riche est aux États-Unis 650 fois supérieur à celui du pauvre moyen (175 fois en France). Les cris de colère des pauvres, et la profonde satisfaction des ultra-riches, sont occultés par cette moyennisation.

Pour évaluer correctement le pouvoir d'achat ressenti, il suffit de pondérer les variations de chacune des classes par leur poids démographique : 20 % pour les pauvres, 70 % pour les classes moyennes, 10 % pour les riches, très riches et ultra-riches. Le pouvoir d'achat « ressenti » est inférieur à la moyenne officielle, de 0,9 % pour la France, 0,8 % pour l'Allemagne, 1,3 % pour les États-Unis.

Et le nombre d'années à croissance zéro ou négative se multiplie : 2003 à 2013 pour les USA et l'Allemagne, 2009 à 2018 pour la France. En ressenti, Suède, Finlande et Corée forment le trio gagnant. Avec + 0,9 %, la France est à une honorable septième place, un peu devant les États-Unis, et largement devant l'Allemagne.

CROISSANCE DU POUVOIR D'ACHAT RESENTI

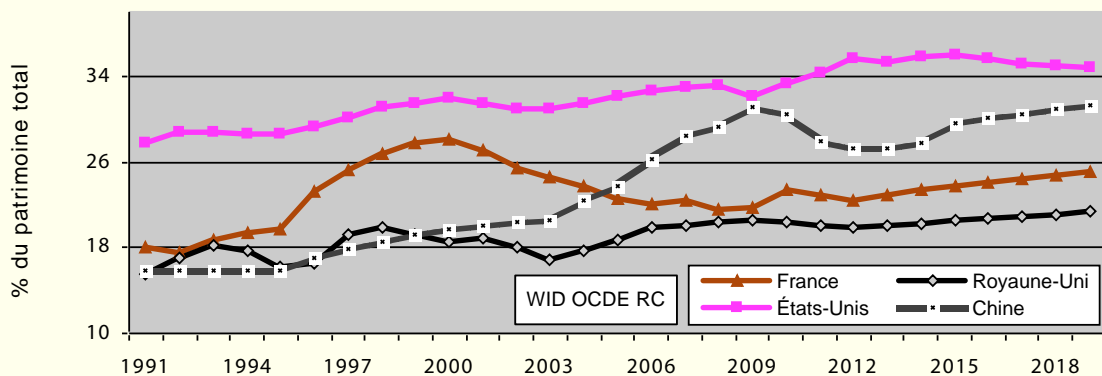


LES POUVOIRS D'ACHAT 1998-2019
MOYENS OFFICIELS ET RESENTIS PAR LES CITOYENS-ÉLECTEURS



La banque de données du « World Inequality Data », créée par Thomas Piketty, source principale de données sur les très riches (1 %) et ultra-riches (0,1 %), est malheureusement beaucoup plus limitée sur les patrimoines que sur les revenus. Parmi nos quinze pays, seuls quatre pays fournissent l'information nécessaire. Mais cela suffit pour prouver une concentration beaucoup plus grande.

PART DES PATRIMOINES DES TRÈS RICHES (1%)



De 1991 à 2019 :

- la part des 1 % est passée aux États-Unis de 28 % à 35 %, en France de 18 % à 25 %.
- la part des des classes « inférieures » (50 %) est passée aux États-Unis de 3 % à 1 %, en France de 9 % à 6 %.

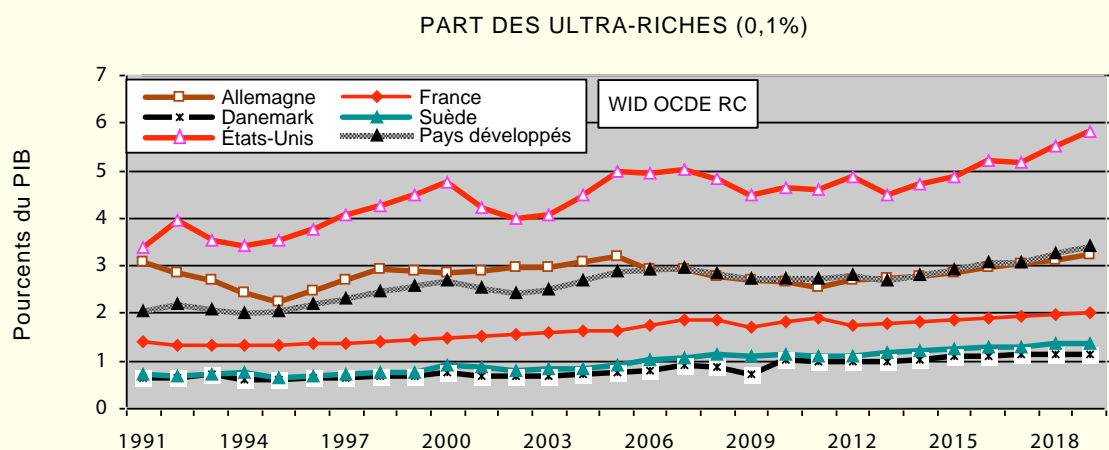
Les dégâts macroéconomiques, sociaux et politiques des ultra-riches (les 0,1 %) prennent une dimension affolante.

Peut-on compter sur les riches et ultra-riches pour fournir, par leurs dépenses, du travail à leurs compatriotes moins favorisés, comme le faisait Louis XIV quand il faisait construire Versailles ? Mangeraient-ils du caviar à tous les repas qu'ils ne pourraient consommer qu'une part rapidement décroissante de leurs revenus, au fur et à mesure que l'on se rapproche du « TOP 0,01 % ». Leur consommation ostentatoire est de plus en plus internationale, et fait de moins en moins appel à ces produits et services banalisés qui fournissent l'essentiel des emplois de leurs concitoyens.

Ils sont en définitive « condamnés » à épargner, et réinvestir, une part croissante de leurs revenus. En cherchant bien, on trouve certes parmi eux des entrepreneurs accrochés à la terre de leurs ancêtres, et y investissant pour développer leurs entreprises ou en créer de nouvelles. Mais la grande majorité sont des rentiers ou descendants de rentiers, quasiment apatrides, dont le seul travail est de sélectionner les multiples spécialistes qui sauront leur conseiller le meilleur « exil fiscal », puis faire fructifier leurs patrimoines financiers.

Et Piketty a su trouver, en examinant l'enrichissement des fondations américaines, la démonstration expérimentale que non seulement « *l'argent va aux riches* », mais que le rendement des patrimoines bien gérés croît avec leur taille. Et bien entendu les bons placements visent plutôt les produits financiers que les vieilles activités de l'économie réelle. D'ailleurs investir dans des transnationales, c'est indirectement investir en Chine et autres pays en développement, où les travailleurs sont productifs, disciplinés et beaucoup moins coûteux. Bref, seule une petite partie du revenu des très riches est consacrée à fournir des débouchés et des emplois à leurs concitoyens.

Circonstance aggravante, une part très importante des revenus des très riches est réalisée par les GAFAM, ce qui crée deux grosses « fuites » dans la « théorie de circuit » :



- Ces champions de l'évasion fiscale ne paient d'impôts sur les bénéfices ni dans les pays où ces profits sont réalisés, ni dans le pays qui héberge leurs maisons mères (les États-Unis). Ce qui oblige les états à matraquer les revenus qui ne peuvent se délocaliser, les classes moyennes et les patrimoines immobiliers.
- Seule une petite partie de ces profits est réinjectée dans l'économie mondiale, par distribution de dividendes, et rachats – généreux – de petites start-up, pour consolider leurs monopoles mondiaux. L'essentiel est thésaurisé dans des paradis fiscaux et gonfle la valeur financière de ces mastodontes boursiers. Le confinement a encore accéléré la digitalisation des économies mondiales, appauvrissant les entreprises de l'économie réelle et les états, et boostant les revenus des GAFAM.

Allons jusqu'au bout du décryptage du « Modèle Trumpien » : les boursiers du monde entier s'arrachent des morceaux de la « *poule aux œufs d'or* », ces GAFAM qui constituent aujourd'hui le tiers de la capitalisation boursière du NASDAQ. Wall Street s'envole, à la grande joie des ploutocrates et de Trump, qui en faisait le critère principal de la réussite de sa politique économique. Et à court terme il n'avait pas tout à fait tort : les ménages américains, dont le pouvoir d'achat des retraites repose sur la bonne santé de Wall Street, et les entreprises américaines que ces plus-values boursières exonèrent de versements en espèces à leurs fonds de retraite, participent à la fête. La mise au pas de la ploutocratie américaine risque de se révéler fort difficile...

Vous trouverez tout de même, dans le chapitre *Appauvrissement des bourses et enrichissement des actionnaires*, des analyses et propositions montrant que rien n'est impossible... à condition d'avoir le courage d'affronter des lobbys aux poches pleines et prêts à tout pour maintenir le statu quo :

VIVE LE RENARD LIBRE DANS LE POULAILLER LIBRE !

